



# Les élus et leurs installations d'énergie renouvelable

Le 11 juin 2025



énergies  
renouvelables  
pour tou·te·s



**Observ'ER**

Observatoire des énergies renouvelables





Énergies  
renouvelables  
pour tou·te·s

Association d'**experts de l'énergie créée en 2023**, oeuvrant pour la défense des énergies renouvelables

**Travaux notables :**

- Recours devant le Conseil d'Etat contre le manquement de l'Etat à ses objectifs en matière d'énergies renouvelables
- Evaluation du coût du financement du programme EPR 2

**Membres éminents :**

Corinne Lepage,  
Cédric Philibert,  
Xavier Daval...



**Observ'ER**

Observatoire des énergies renouvelables

**Centre de ressources associatif créé en 1980** pour oeuvrer au développement des énergies renouvelables

**Presse :**

*Le journal des énergies renouvelables*

*Le journal du photovoltaïque*

*Le journal de l'éolien*

*Les clés de la transition énergétique*

**Études :**

Baromètre EurObserv'ER

Baromètre des énergies renouvelables électriques

Suivi et analyse des marchés solaires, bois et PAC...



SERVICES PUBLICS LOCAUX  
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET  
DES E-COMMUNICATIONS

La *Fédération nationale des collectivités concédantes et régies* est une **association de collectivités locales entièrement dévolue à l'organisation et à l'amélioration continue des services publics locaux** (énergie, eau, numérique, déchets).

Organisme représentatif, elle regroupe à la fois des collectivités (communes, communautés, métropoles, syndicats d'énergie, départements, régions...) qui délèguent les services publics et d'autres qui les gèrent elles-mêmes (régies, SEM, coopératives d'usagers...).

Elle rassemble **900 collectivités regroupant 61 millions d'habitants** en France continentale mais également dans les zones non-interconnectées et les territoires ultramarins.



# Agenda



1. L'objet et la méthodologie de l'enquête
2. Présentation des résultats
3. Les grandes conclusions
4. Echanges



# 1. L'objet et la méthodologie du sondage



énergies  
renouvelables  
pour tou·te·s



# Pourquoi cette grande enquête

Plusieurs éléments de contexte :

- Un débat autour de la trajectoire énergétique de la France (dans le contexte PPE) qui **crystallise les tensions** et **alimente la désinformation**
- Une prise de position de certains élus (notamment des sénateurs, ou dans le cadre de tribunes récentes) **qui pourrait laisser à penser que tous les élus sont opposés aux énergies renouvelables**
- **Un groupe** (les élus disposant d'installations d'énergies renouvelables sur son territoire) **qui n'avait jamais été interrogé sur le sujet** alors qu'il dispose pourtant d'un rôle clé dans le développement des projets

→ une volonté de donner la parole à ceux qui peuvent **témoigner directement** d'installations existantes sur leur territoire, **loin des fantasmes et des idées reçues**



# Description de la méthodologie



Echantillon de **312 élus**, représentatif des communes françaises disposant d'installations **ENR sur leur territoire**.

L'échantillon a été constitué selon la **méthode des quotas**, au regard des critères de type et de nombre d'installations.

---



L'échantillon a été interrogé **par téléphone, sur système CATI** (Computer Assisted Telephone Interview).



Les interviews ont été réalisées **du 9 avril au 5 mai 2025**.

---



OpinionWay a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la **norme ISO 20252**

---



Les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : 2,3 à 5,3 points pour un échantillon de 350 répondants.



# Description de la méthodologie



Le fichier des sites disposant d'installations d'énergies renouvelables (éolien & solaire de plus de 1 MW - soit environ 3000 projets) a été mis à la disposition d'Opinion Way par Observ'ER.

A noter :

- Un **échantillon très représentatif** puisque **80% des répondants sont des maires**, le reste sont parfaitement informés
- L'immense majorité des répondants (97%) réside dans des **communes de moins de 5000 habitants**



## Rôle au sein de la collectivité

%

Maire	80%
Premier adjoint	9%
Adjoint en charge des sujets environnementaux	11%



## Région

%

Ile-de-France	1%
Nord-ouest	32%
Nord-est	42%
Sud-ouest	12%
Sud-est	13%



## Taille d'agglomération

%

Moins de 5 000 habitants	97%
De 5 000 à 9 999 habitants	1%
De 10 000 à 19 999 habitants	1%
De 20 000 à 50 000 habitants	1%



## 2. Présentation des résultats



# Un fort taux de satisfaction global des élus

**68 %** des élus sont **satisfaits des installations** après leur mise en service (notes de 6 à 10/10) et **19 %** neutres (5/10) et **9 %** d'**insatisfaits**.

**L'éolien devance le PV** : les élus disposant d'**éoliennes** sur le territoire en sont satisfaits à **70 %**, les élus disposant d'installations **solaires** à **66 %**.



## La satisfaction à l'égard des installations ENR après leur mise en service

Q. Et sur une échelle de 0 à 10, dans quelle mesure êtes-vous satisfait de ces installations ENR [éoliennes/photovoltaïques] après leur mise en service ?

La note 0 signifie que vous n'êtes pas du tout satisfait, la note 10 signifie que vous êtes tout à fait satisfait. Les notes intermédiaires permettent de nuancer votre jugement.



312  
Ensemble des élus





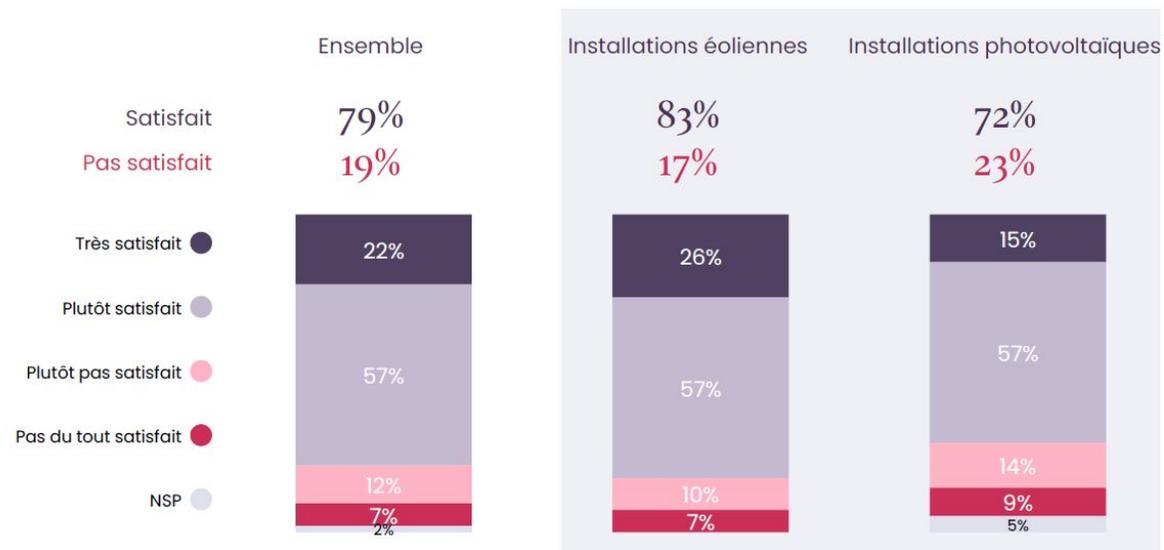
# Un très fort niveau de satisfaction des élus à l'égard des porteurs de projets

**79%** des collectivités répondantes sont satisfaites des relations entretenues avec les développeurs de projet.

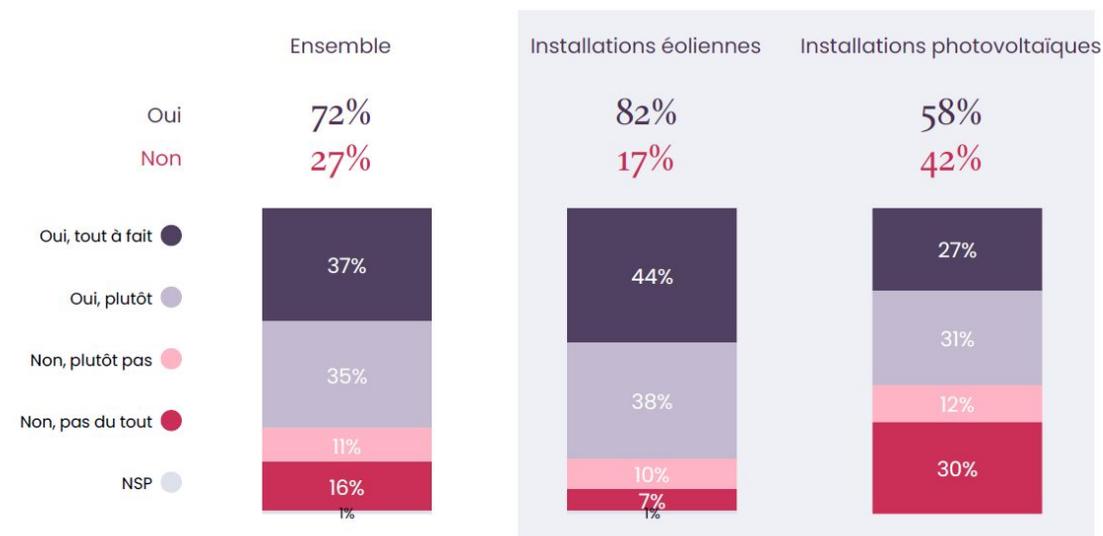
Le taux de satisfaction monte même à **83%** pour les développeurs de projets éoliens.

Les informations transmises par les porteurs de projet sur le fonctionnement, les impacts et les avantages de ces installations sont considérées comme claires par **72%** des répondants

Q. Êtes-vous satisfait ou pas satisfait des relations avec les entreprises qui ont développé ces installations ENR ?



Q. Avez-vous reçu des informations claires de la part des entreprises sur le fonctionnement, les impacts et les avantages de ces installations ENR ?



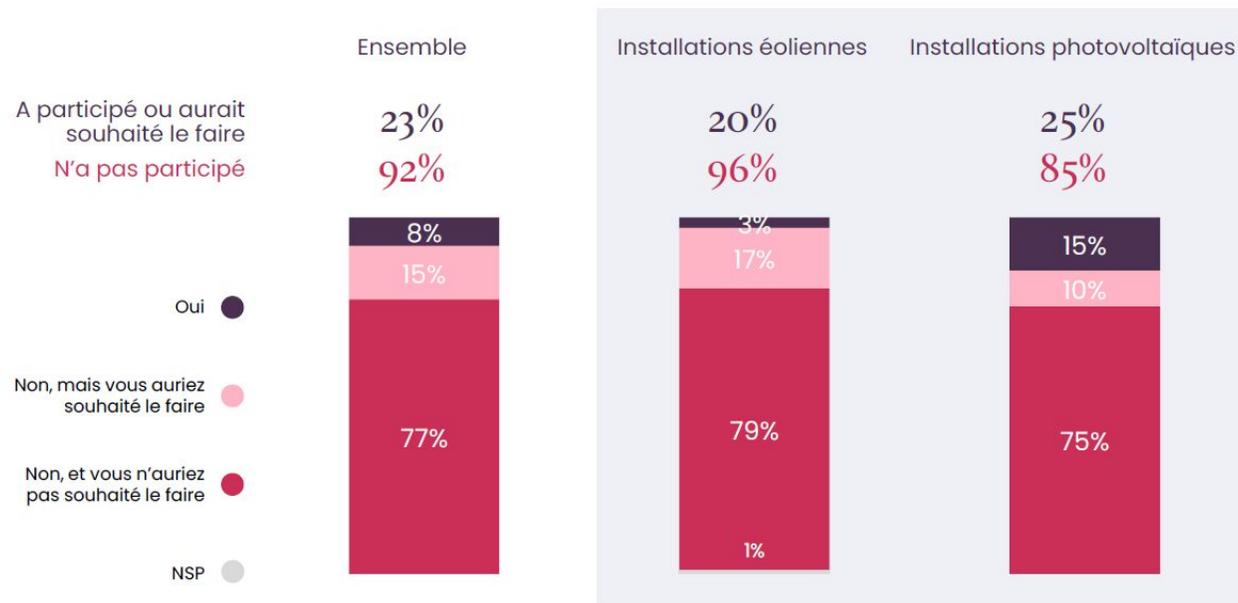


# La participation des collectivités au financement des projets reste très peu développée

Seuls **8%** des collectivités répondantes **ont participé financièrement au développement des projets**, pour l'essentiel via des **subventions publiques**

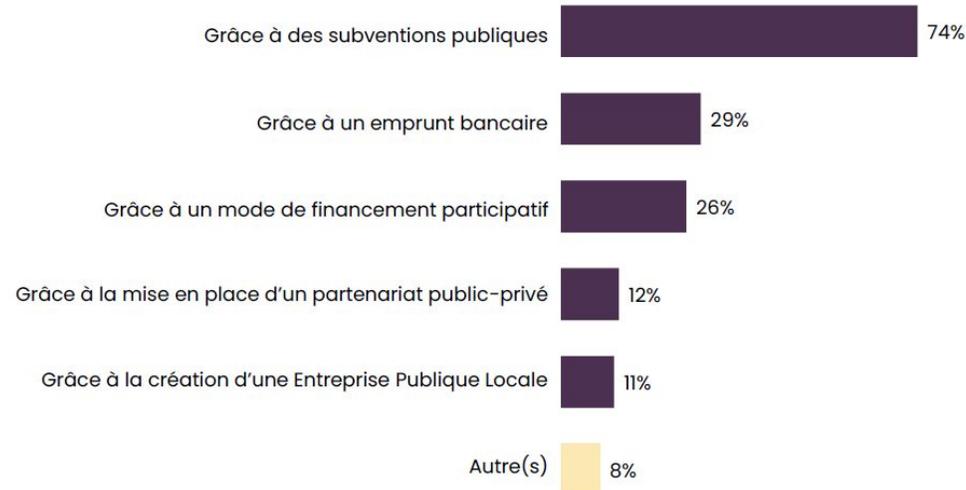
**15%** des élus indiquent **qu'ils auraient souhaité le faire.**

Q. En tant que collectivité, avez-vous participé au financement de ces projets ?



Q. De quelle(s) manière(s) avez-vous participé au financement de ce(s) projet(s) ?

Question posée uniquement aux collectivités ayant participé au financement des projets ENR, soit 8% de l'échantillon. Plusieurs réponses possibles – Total supérieur à 100%





# Le bénéfice climatique reste le premier motif de satisfaction, suivi du bénéfice économique

## Un consensus fort sur leur efficacité climatique

**77 %** des élus considèrent que les installations ENR sont efficaces pour produire une électricité renouvelable, locale et bénéfique pour le climat.

Cette opinion est partagée pour **80 %** des installations photovoltaïques et **74 %** pour les éoliennes, ce qui traduit un **haut niveau de confiance dans leur contribution environnementale.**

## Des bénéfices fiscaux reconnus localement

Près d'un élu sur deux (**49 %**) reconnaît que les ENR ont engendré des retombées fiscales importantes pour leur collectivité.

Ce pourcentage monte à **64 %** pour les éoliennes (contre **26 %** pour le PV), signalant un **fort impact économique dans certains territoires.**



## Des installations ENR perçues comme rentables et peu coûteuses pour les communes

### Une source de revenus pour les territoires

**55 %** des communes estiment avoir perçu des revenus grâce aux installations ENR.

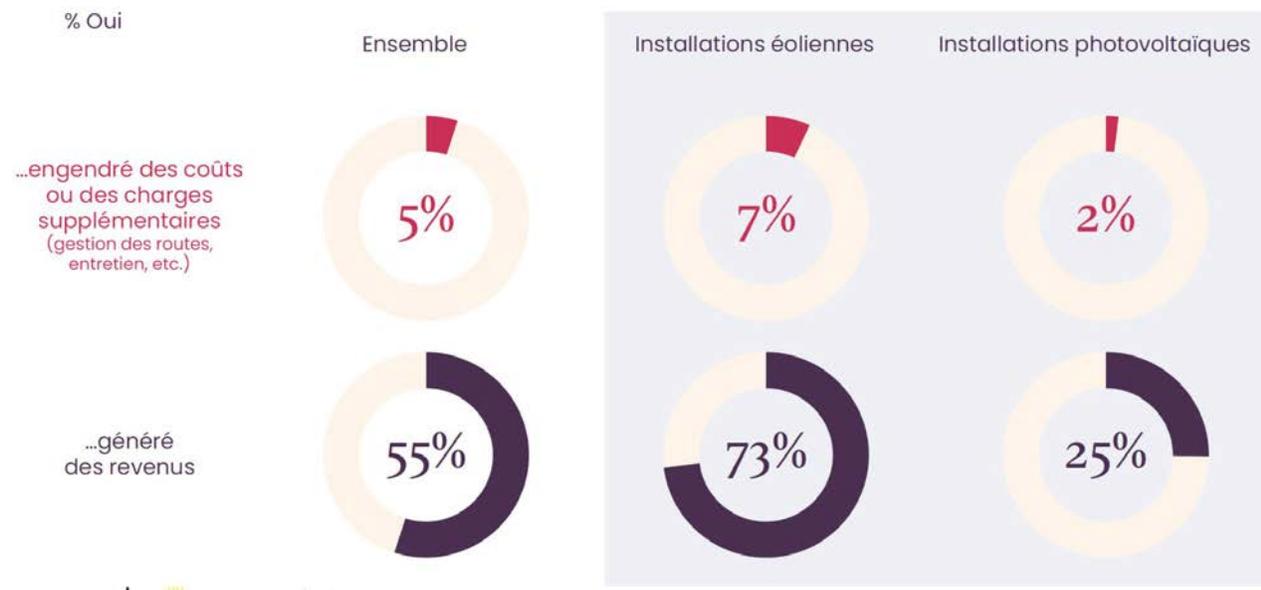
Cette part grimpe à **73 %** pour les **éoliennes**, ce qui en fait **une ressource financière majeure**.

Même si les installations photovoltaïques génèrent moins souvent des revenus (**25 %**), elles restent un levier de diversification budgétaire.

### Des coûts supplémentaires très limités

Seulement **5 %** des communes déclarent que les installations ENR ont engendré des charges supplémentaires (entretien, voirie...).

Q. Au sein de votre commune, l'installation de ces unités de production ENR a-t-elle ... ?



→ Les projets ENR sont donc perçus comme largement **positifs financièrement** pour la grande majorité des collectivités.



# Des revenus mobilisés pour renforcer les services publics et l'avenir écologique

## Fonctionnement des collectivités

**74 %** des revenus générés sont alloués au budget de fonctionnement des collectivités : soutien aux services publics, gestion locale, etc.

## Investissements locaux et écologiques

**43 %** des communes réinvestissent les revenus générés dans leur territoire :

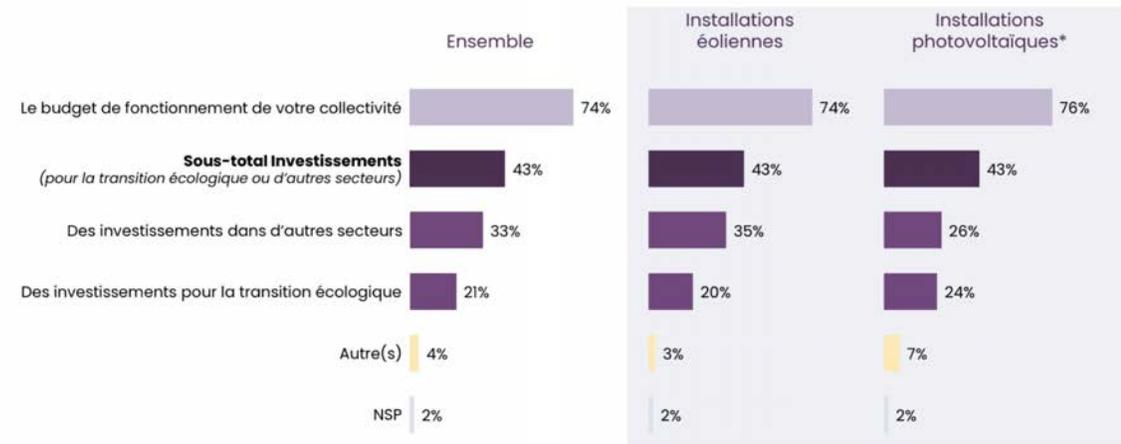
- **33 %** dans d'autres secteurs stratégiques (infrastructures, développement...)
- **21 %** directement dans la transition écologique (mobilité douce, rénovation énergétique, etc.)



## L'utilisation des revenus générés par les installations ENR

Q. A quoi les revenus générés par ces installations ENR (taxes, redevances) sont-ils utilisés ?

Question posée uniquement à ceux pour qui les installations ENR ont engendré des revenus. Plusieurs réponses possibles – Total supérieur à 100%.





# Des installations ENR largement acceptées par les habitants selon leurs représentants

## Une majorité de soutien dans les territoires

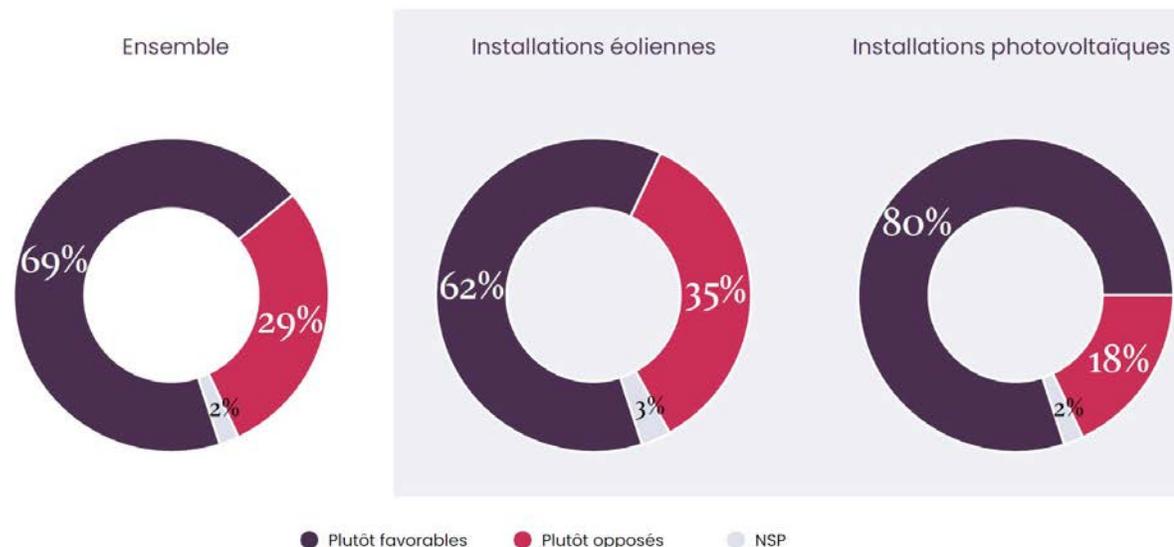
**69 %** des élus estiment que les habitants de leur commune sont plutôt favorables à la présence d'installations ENR sur leur territoire.

Cette **adhésion est encore plus forte pour les installations photovoltaïques**, avec **80 %** de soutien et **62 %** pour les éoliennes.

## L'acceptabilité s'accroît avec l'expérience et la multiplication des projets

- Communes avec plusieurs projets : **80 %**
- Installations présentes depuis plus de 5 ans : **69 %**
- Installations présentes depuis 5 ans ou moins : **68 %**

Q. De ce que vous en savez, les habitants de votre commune sont-ils plutôt favorables ou plutôt opposés à la présence de ces installations ENR [éoliennes/photovoltaïques] sur votre territoire ?



## Un impact limité sur l'immobilier

Seuls **29%** des élus considèrent que les installations ENR réduisent la valeur des biens à proximité. Ce chiffre tombe à **23%** pour les élus de la région Nord-Est.



## Une volonté des élus de soutenir et renforcer les ENR

### Un climat favorable à de nouveaux projets

**57 %** des élus se déclarent favorables à l'installation de nouvelles unités ENR sur leur territoire, avec un soutien encore plus fort pour le photovoltaïque (**71 %**).

### Un appel clair à l'action publique

**62 %** des élus estiment qu'il faudrait **davantage d'incitations de la part de l'État pour encourager l'installation d'unités de production ENR.**

Ce chiffre monte à **68 %** pour les installations photovoltaïques, confirmant que les élus attendent un appui national renforcé pour accélérer la transition énergétique sur leur territoire.

### Un intérêt pour des modèles de gouvernance locale

**56 %** des élus souhaitent que **les collectivités deviennent systématiquement actionnaires des projets ENR, signe d'une volonté d'appropriation locale et de retombées partagées.**

Ce soutien est particulièrement élevé pour les éoliennes (**62 %**), **soulignant un levier de légitimation et d'acceptabilité.**

### Une thématique à inscrire dans les débats locaux

**45 %** des élus souhaitent que les ENR soient abordées dans la prochaine campagne électorale municipale.

Cela indique que les ENR sont désormais considérées comme un **enjeu politique territorial à part entière**, notamment dans les communes photovoltaïques (**54 %** d'accord).



# Des freins identifiés, mais majoritairement surmontables

## Des obstacles d'acceptabilité

L'opposition de la population locale est le frein le plus cité (**48 %**), perception tirée par les éoliennes (**59 %**), qui chute à **29 %** pour le photovoltaïque.

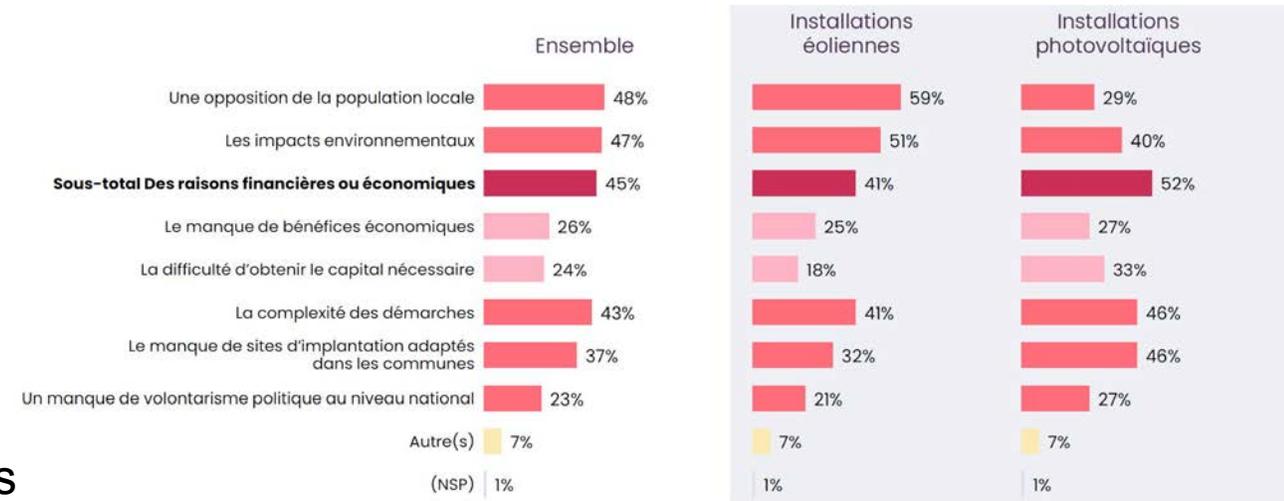
De même, les impacts environnementaux sont cités par **51 %** pour l'éolien mais seulement **40 %** pour le photovoltaïque, soulignant une **meilleure acceptabilité des technologies solaires**.

## Des enjeux économiques qui appellent des leviers d'action

Les freins financiers ou économiques (manque de bénéfice économique, difficulté à obtenir le capital nécessaire) concernent **45 %** des répondants, avec un pic à **52 %** pour les projets photovoltaïques.

Q. Quels sont, selon vous, les principaux freins à l'installation d'unités de production ENR dans les communes ?

Jusqu'à trois réponses possibles – Total supérieur à 100%



## Des freins administratifs et fonciers à simplifier

La **complexité des démarches administratives** est citée par **43 %** des élus, preuve d'un besoin de procédures plus lisibles, plus rapides et adaptées.

Le **manque de sites adaptés** représente également un frein majeur (37 %).



## Les améliorations suggérées par les élus

### Un constat encourageant : peu de blocages déclarés

**43%** des élus **ne formulent aucune suggestion**, signe que près d'un sur deux est globalement satisfait du fonctionnement actuel ou n'identifie pas d'obstacle majeur.

### Pour le reste, les améliorations suggérées se répartissent plutôt uniformément :

- Simplification des démarches administratives et rapidité de mise en oeuvre (**13%**)
- Meilleures retombées financières pour la commune, baisse du coût de l'énergie, valorisation locale (**11%**)
- Meilleur choix des emplacements (**8%**)
- Meilleure communication avec la population et les élus locaux (**8%**)
- Plus de pouvoir décisionnaire au territoire (**7%**)
- Meilleur accompagnement à la concrétisation des projets (**7%**)
- Aides financières (**4 %**)
- Stabilité politique (**3 %**)
- Incitations fiscales (**3 %**)
- Diversification des types d'installation (**3 %**)



# 3. Conclusions



## Ce qu'il faut retenir de l'enquête

1

Les élus sont très majoritairement **satisfaits** de leurs installations d'énergies renouvelables (68 %)

2

L'**éolien** bénéficie d'un meilleur taux de satisfaction chez les élus que le photovoltaïque (70 % **éolien** vs 66 % **solaire**)

3

**Même constat chez leurs administrés** (taux de satisfaction des projets solaires montant à 80%, et à 62% pour l'éolien)

4

Le consensus est fort sur l'intérêt climatique des projets mais aussi leurs bénéfices en termes de **retombées fiscales, d'ailleurs majoritairement fléchées vers le budget de fonctionnement**

5

Plus **d'un élu sur 2 veut + d'installations** sur son territoire (57%), et plus de **deux élus sur 3 veulent + de solaire** (71%, et 48% veulent + d'éolien)

6

Un des axes pour mieux les intégrer : **la participation à l'actionnariat des projets** (56% des élus le souhaitent, 62% sur des projets éoliens)

# Merci de votre attention

Stéphane His

[shis@enrpourtous.fr](mailto:shis@enrpourtous.fr)  
Tel : 07 82 22 59 22  
<https://enrpourtous.fr/>



Diane Lescot

[diane.lescot@energies-renouvelables.org](mailto:diane.lescot@energies-renouvelables.org)  
Tel : 01 44 18 73 53  
<https://energies-renouvelables.org/>  
 [@Observ-ER](#)





# 3. Annexes



# L'ancienneté des projets



Des élus qui bénéficient d'un recul suffisant pour s'exprimer sur les installations d'énergies renouvelables sur leur territoire :

**94%** des répondants ont des installations depuis plus de 2 ans sur leur territoire et **72%** depuis plus de 5 ans

Q. Vous disposez d'unités de production ENR sur votre territoire. Depuis combien de temps des installations [éoliennes/photovoltaïques] sont-elles présentes sur votre territoire ?

